

# TABLE DES MATIÈRES

## **Introduction : l'égalité et la non-discrimination comme pierre angulaire de l'ensemble des branches du droit** ..... 7

Stéphanie WATTIER

professeure à la Faculté de droit de l'Université de Namur,  
codirectrice du Centre Vulnérabilités et Sociétés

## 1

## **Actualités du principe d'égalité et de non-discrimination dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle** ..... 15

Géraldine ROSOUX

professeure à l'Université de Liège, conseiller d'État

Nicolas B. BERNARD

maître de conférences invité à l'UCLouvain – Saint-Louis Bruxelles,  
référendaire à la Cour constitutionnelle

## **Introduction** ..... 16

### Section 1

## **Le rôle du principe d'égalité et de non-discrimination dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle** ..... 17

### **A. Les virtualités du raisonnement « combinatoire »** ..... 18

1. La prise en compte du « x », élément combiné avec le principe d'égalité et de non-discrimination ..... 18
2. L'incidence sur la recevabilité des griefs. .... 23
3. Du raisonnement « combinatoire » à la notion d'« ensemble indissociable » : les frontières floues découlant de la méthode combinatoire ..... 24

### **B. Quelques aspects du contentieux « égalitaire » : origine, temporalité, fédéralisme** ..... 27

1. L'origine ou la source de la différence de traitement critiquée. .... 27
2. La temporalité de la différence de traitement critiquée : changements de législations, mesures transitoires et obligation de *standstill* ..... 28
3. Les différences de traitement découlant du fédéralisme ..... 30

Section 2

<b>Les étapes du raisonnement en matière d'égalité et de non-discrimination</b> .....	31
A. L'aperçu général des étapes.....	31
B. L'identité de traitement.....	33
C. L'exigence de comparabilité .....	37
D. Le critère de distinction .....	39
E. La question de la preuve.....	44

Section 3

<b>Le contrôle de certaines différences de traitement caractéristiques du droit de la non-discrimination</b> .....	48
A. Les critères suspects .....	49
B. Une distinction devenue suspecte.....	52
C. Les discriminations indirectes .....	54
D. Les discriminations intersectionnelles?.....	58
E. Des inégalités correctrices aux actions positives.....	61

Section 4

<b>La correction de la discrimination</b> .....	62
A. Rappel des principes quant à la portée d'un arrêt censurant une discrimination .....	62
B. Application directe des arrêts de la Cour et idéal du caractère « suffisant » de l'arrêt censurant une discrimination. ....	64
C. La nécessité de mesures additionnelles en vue de corriger une discrimination .....	68
1. En principe : le législateur .....	68
2. En amont : le Constituant .....	72
3. En aval : le Roi? .....	74

<b>Conclusion</b> .....	75
-------------------------	----

## 2

## **La discrimination fondée sur l'âge dans les relations de travail**..... 77

Célia ZIMBILE

aspirante du F.R.S.-FNRS à l'Université de Liège

### **Introduction** ..... 78

#### Section 1

### **Rappel succinct des règles de répartition de la charge de la preuve** ..... 80

#### Section 2

### **La justification des distinctions fondées sur l'âge**..... 82

#### A. Aperçu général des modes de justification ..... 82

#### B. Exigences professionnelles essentielles et déterminantes (art. 8) ..... 84

#### C. Objectif légitime de politique sociale et moyens appropriés et nécessaires (art. 12) ..... 87

##### 1. Introduction ..... 87

##### 2. La notion d'objectifs légitimes de politique sociale ..... 89

##### 3. La jurisprudence de la Cour de justice concernant l'article 6 de la directive 2000/78/CE ..... 90

##### 4. La jurisprudence des cours et tribunaux belges concernant l'article 12 de la loi du 10 mai 2007 ..... 93

##### 5. Conclusion ..... 95

#### D. La protection des droits et libertés d'autrui ..... 96

#### Section 3

### **La justification des distinctions multiples** ..... 97

#### A. Notions ..... 97

#### B. La détermination du régime de justification le plus favorable à la personne concernée : difficultés pratiques ..... 99

##### 1. Le choix entre la justification par une exigence professionnelle essentielle et déterminante ou par un but légitime ..... 99

##### 2. La justification par une exigence professionnelle essentielle et déterminante ..... 99

##### 3. Le choix de la justification en cas de coexistence de plusieurs modes de justification pour un critère ..... 100

##### 4. L'absence de mode de justification spécifique et la place des mesures d'action positive ..... 101

#### C. Conclusion ..... 102

### **Conclusion** ..... 102

### 3

## **Actualités en matière de discrimination fondée sur le handicap** ..... 105

Germain HAUMONT

avocat au barreau de Bruxelles, assistant à l'UCLouvain Saint-Louis – Bruxelles (CIRC)

Carole VAN BASSELAERE

juriste au service Politique et Monitoring d'Unia,  
cellule Convention ONU/Handicap

## **Introduction** ..... 106

### Section 1

## **Deuxième cycle d'évaluation de la Belgique par le Comité des droits des personnes handicapées : voile vers l'inclusion, l'accessibilité, et l'intersectionnalité** ..... 107

A. **Les points saillants de la procédure d'évaluation de la Belgique  
par le Comité des droits des personnes handicapées** ..... 108

B. **Les Observations finales du Comité des droits des personnes  
handicapées** ..... 109

### Section 2

## **L'article 22ter de la Constitution : la consécration de concepts catégoriels en quête d'auteurs** ..... 112

A. **La percée superficielle du modèle social du handicap  
dans les raisonnements du juge constitutionnel** ..... 113

B. **De la portée évanescence du droit à des aménagements raisonnables  
à l'invisibilisation du droit à l'accessibilité** ..... 117

C. **Les premières composantes juridiques du droit à une pleine inclusion  
dans la société consacré par la Constitution : légalité et égalité** ..... 119

1. Première composante juridique de la pleine inclusion : le principe de légalité. .... 121

2. Seconde composante juridique de la pleine inclusion, via les articles 10 et 11  
de la Constitution : le principe d'égalité ..... 124

### Section 3

## **Les nouveaux outils législatifs de lutte contre les discriminations fondées sur le handicap** ..... 127

A. **Reconnaissance et interdiction de la discrimination intersectionnelle** ... 128

B. **Les aménagements raisonnables par association comme prolongement  
de la protection contre les discriminations par association** ..... 132

C. **Une timide percée de l'accessibilité dans une grammaire de l'égalité  
qui lui reste largement hermétique** ..... 135

Section 4

<b>Évolutions empiriques constatées par Unia sur la période 2018-2023</b> .....	138
A. <b>Nouvel outil de recherche de données sur la discrimination et l’(in)égalité en matière de handicap : projet <i>Improving Equality Data Collection in Belgium</i></b> .....	139
B. <b>Les signalements de discrimination basée sur le handicap en chiffres</b> ....	139
C. <b>Unia face aux discriminations en matière de handicap : solutions négociées et voie juridictionnelle</b> .....	141
<b>Conclusion</b> .....	143

4

<b>Le déploiement de la question du genre en droit belge de la personne et de la famille</b> .....	145
--	-----

Geoffrey WILLEMS

professeur à l’Université catholique de Louvain,  
membre du Centre de droit de la personne, de la famille et de son patrimoine

<b>Introduction</b> .....	146
---------------------------	-----

Section 1

<b>L’intégrité personnelle</b> .....	149
A. <b>Le contexte : la Convention d’Istanbul et le GREVIO</b> .....	149
B. <b>Les mesures pénales</b> .....	150
1. Les atteintes à l’intégrité physique du partenaire .....	151
2. Les atteintes à l’intégrité sexuelle du partenaire : du « devoir conjugal » au viol intrafamilial .....	152
3. Les atteintes à la vie du partenaire : du « crime passionnel » au féminicide intime .....	154
4. Les violences économiques .....	155
C. <b>Les mesures civiles</b> .....	156
1. L’occupation de la résidence .....	156
2. Les mesures alimentaires et patrimoniales .....	158
3. L’autorité parentale et l’hébergement des enfants .....	159
4. Les modes alternatifs de règlement des litiges .....	160
D. <b>Perspective : le « Pack nouveau départ »</b> .....	161

Section 2

<b>Les ressources économiques</b> .....	161
A. <b>Le contexte : le genre du capital</b> .....	162
B. <b>Un droit neutre qui « nie » les rôles ?</b> .....	162
1. La pension alimentaire après divorce .....	163
2. Les régimes matrimoniaux .....	164
3. La transmission successorale .....	166
C. <b>Réflexions et perspectives</b> .....	168

Section 3

<b>La filiation et la transmission du nom</b> .....	170
A. <b>Le contexte : le « privilège de la maternité »</b> .....	171
B. <b>Un droit genré qui « fige » les rôles ?</b> .....	171
1. L'évidence de la maternité .....	172
2. La paternité incertaine .....	174
3. L'attribution du nom .....	177
C. <b>Réflexions et perspectives</b> .....	179

5

<b>Observations sur les convictions religieuses ou philosophiques dans le droit de la non-discrimination : dialogue et objectivation procédurale contre incertitudes et stéréotypes</b> .....	183
---	-----

Louis-Léon CHRISTIANS

professeur ordinaire à l'Université catholique de Louvain,  
titulaire de la Chaire Droit & Religions

Léopold VANBELLINGEN

chargé de cours invité à l'Université catholique de Louvain,  
chercheur postdoctoral à la Chaire Droit & Religions

<b>Introduction</b> .....	184
---------------------------	-----

Section 1

<b>Religion : un critère protégé et ses aléas</b> .....	186
A. <b>Critère suspect ou suspecté ?</b> .....	186
B. <b>Définitions ?</b> .....	188
C. <b>Connue, reconnue, méconnue ?</b> .....	188
D. <b>Simple choix ?</b> .....	189

E. Politique ? .....	191
F. Visible ou lisible ? .....	192
G. Performatif : quand croire c'est faire ? .....	193
 Section 2	
<b>Neutralité d'apparence ou discrimination ?</b>	
<b>Quelles conditions jurisprudentielles pour la prohibition de signes convictionnels ? .....</b>	
A. Neutralité générale v. Justification casuistique .....	195
B. Légitimité de principe de la neutralité restrictive .....	196
C. Nécessité d'une « application cohérente » de la neutralité liée à un « besoin véritable » .....	198
D. Public-privé : une même neutralité ? .....	199
E. La neutralité peut-elle être « de tendance » ? .....	201
F. Le double paradoxe du droit au secret des convictions et de la neutralité .....	203
G. Comment prouver la nécessité (économique) de la neutralité d'apparence ? .....	203
H. Exigences procédurales : bonne foi contractuelle et ouverture au dialogue .....	204
 Section 3	
<b>Autres actualités et jurisprudences variées .....</b>	
A. Réglementation du bien-être animal : halal ou cachère, tout pareil ? .....	207
B. Autonomie des cultes et philosophies : appel à la dissidence – blâme à la dissidence : incitations à la discrimination ? .....	209
C. Femme en Église : entre formation et ordination religieuse, discrimination selon le sexe ou perte de chance ? .....	211
 Section 4	
<b>De la complexité à l'intersubjectivité ?</b>	
<b>Procéduralisation, concertation, dialogue .....</b>	
	213